

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2019)

Heft: 2255

Artikel: La politique agricole au défi du climat : ce qui est bon pour la santé est aussi bon pour la Terre - agissons!

Autor: Longet, René

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020065>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

cherché à freiner le développement de l'AVS.

Elle fonctionne sur le principe de la capitalisation: l'assuré et son employeur versent des cotisations qui, ajoutées aux intérêts du placement de ces dernières, constituent le capital générateur des rentes à la retraite.

Le système présente une faiblesse majeure. Il implique des taux d'intérêt suffisamment élevés et une espérance de vie qui ne progresse pas indéfiniment. Tel n'est plus le cas aujourd'hui.

Pour garantir les rentes promises dans la partie

obligatoire - les salaires sont assurés jusqu'à 85'300 francs annuels-, les caisses réduisent les rentes de la partie surobligatoire et prélèvent une partie du capital des actifs, actuellement environ 7 milliards par an. Une pratique contraire au principe du 2e pilier bâti sur l'épargne individuelle des assurés. Ce transfert se fait non pas tant des jeunes vers les vieux, comme le répète à satiété la [NZZ](#), mais des actifs vers les retraités.

Les réformes

Les différentes possibilités de garantir l'équilibre financier de

la prévoyance vieillesse touchent à la fois les rentiers - diminution des rentes, une solution qui n'est guère envisagée, et élévation de l'âge de la retraite; les actifs par une augmentation des cotisations; et les finances publiques, en particulier par le biais de la TVA. Nous les analyserons dans un prochain article.

L'histoire montre que le développement de la prévoyance vieillesse ne s'est jamais réalisé qu'à petits pas. Rien n'empêche pourtant de s'interroger sur la pertinence du système actuel des trois piliers et d'esquisser un avenir souhaitable, ce que nous tenterons en conclusion.

La politique agricole au défi du climat

Ce qui est bon pour la santé est aussi bon pour la Terre - agissons!

René Longet - 30 août 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35391>

Nous mangeons mal, et trop. Trop en général - et deux fois plus de sel, de sucre, de produits [carnés](#), de graisses saturées qu'il n'en faudrait.

Non, ce n'est pas nous qui salons ou sucrons trop... 80% de notre alimentation est aujourd'hui préparée par d'autres que nous-mêmes. Avec pour ingrédients, pratiquement toujours en quantités excessives, des graisses, des sucres, du sel, dits cachés.

Ces constats sont aujourd'hui largement partagés par les

spécialistes en santé publique; depuis des années, l'[OMS](#) préconise de manger moins de tout cela, et davantage de fruits, céréales, légumes et [légumineuses](#). Le poids des habitudes - et des *lobbies* - l'emporte encore, comme l'a souligné le sort réservé par le Parlement ce printemps à [l'initiative cantonale neuchâteloise](#) pour une taxe sur les sucres ajoutés lors des processus de fabrication. Pourtant, une telle taxe fonctionne bien dans une trentaine de pays.

Santé humaine et santé de la Terre vont de pair

Dans son rapport [Changement climatique et terres émergées](#) publié le 8 août dernier, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), un organisme des Nations unies, souligne que le système agroalimentaire est responsable de 25% à 30% des émissions totales de gaz à effet de serre, dont la moitié due à l'élevage. En valeurs absolues, ces émissions ont pratiquement

doublé en cinquante ans.

Il remarque que l'adoption d'une alimentation saine, fondée sur une diminution substantielle des denrées de provenance animale (de 50% pour les pays de l'UE), permettrait une réduction significative (environ 40%) des émissions de gaz à effet de serre en provenance du secteur. Cette réduction serait aussi positive pour l'eau, les sols et la biodiversité.

Rejoignant la [FAO](#), le Giec se prononce pour des techniques d'agriculture intensive durables, telles l'agroécologie. Il rappelle que 2 milliards d'humains sont en surpoids (et 820 millions sous-alimentés) et qu'en 2025 il faudra compter avec 700 millions de diabétiques, conséquences directes de la «malbouffe» des temps modernes.

Pour produire ce *fast food*, l'*agrobusiness* déboise à grande vitesse la forêt tropicale, détruit les biotopes, dégrade les sols, pollue les eaux au profit de vastes espaces d'élevage et des monocultures de soja et d'huile de palme. Les terribles incendies de forêt en Amazonie se situent clairement dans ce contexte.

Sans huile de palme, pas de *fast food*, sans soja donné au bétail, pas d'élevage industriel... Même notre pays importe par an plus de 270'000 tonnes de [tourteaux de soja](#) pour augmenter le rendement de nos vaches laitières. Or, ce soja pourrait nourrir de très nombreuses personnes sur

place, et nous n'avons aucun besoin de surproduction laitière.

Pendant ce temps, la PA 22+...

Pour la première fois, une instance internationale fait ainsi clairement un lien entre ce qui est bon pour notre santé et ce qui est bon pour la Terre, en soulignant l'absurdité du système agro-alimentaire global actuel.

Le contraste avec les débats en Suisse autour de la future politique agricole (PA 22+) est saisissant. En effet, les propositions [mises en consultation](#) en novembre 2018 et les [lignes directrices](#) définies le 15 juin dernier par le Conseil fédéral restent enfermées dans des logiques d'améliorations à la marge et ne comportent que des réductions mineures des charges polluantes, sans description d'aucune mesure concrète pour les faire respecter.

Plutôt que de continuer à empiler des correctifs sur d'autres correctifs en rendant les choses toujours plus complexes et toujours moins compréhensibles, le rapport du Giec et l'enjeu climatique nous offrent l'occasion d'inaugurer un nouveau paradigme. Au lieu d'en rester au niveau des effets, il s'agirait de travailler maintenant sur les causes en repensant les filières, la nature de la production et de la consommation alimentaire et les méthodes agronomiques.

Pour une nouvelle donne agroalimentaire

Une nouvelle vision agro-alimentaire, fondée sur ce parallélisme maintenant prouvé entre santé humaine et santé de la Terre, s'impose. Elle doit mobiliser à la fois les consommateurs et les producteurs. Il s'agirait ainsi de:

- rééquilibrer la production nationale entre secteur animal (actuellement prédominant) et secteur végétal (où notre autosuffisance est bien moindre) et de valoriser la production céréalière, maraîchère, d'oléagineux et de légumineuses, en veillant à la diversité génétique;
- souligner le potentiel de substitution des produits carnés offert par les légumineuses et leur effet d'apport naturel d'azote aux sols;
- privilégier les méthodes de production les plus respectueuses des sols, du climat, des eaux et de la biodiversité, telles que l'agroécologie, l'agroforesterie, la permaculture, l'agriculture de conservation, les diverses formes du bio;
- orienter la production en priorité sur les marchés locaux, ce qui permet de réduire les transports énergivores et garantir la fraîcheur, facteur clé de la qualité, grâce à la proximité;
- mener une politique

systématique de sensibilisation aux enjeux de santé liés à l'alimentation et de fidélisation du consommateur aux produits leur correspondant, et à l'exigence du juste prix.

Vu notre taux d'auto-provisionnement net de quelque 50%, des importations resteront nécessaires. Tant par rapport à l'impact de ces dernières sur les écosystèmes hors de Suisse que pour éviter

la concurrence déloyale de produits ne répondant pas aux exigences de durabilité, [l'article 104a](#) de la Constitution, plébiscité en septembre 2017 et demandant notamment «*des relations commerciales transfrontalières qui contribuent au développement durable de l'agriculture et du secteur agroalimentaire*» doit maintenant être appliqué.

Au consommateur d'assurer à travers ses critères de choix les

débouchés des produits conformes à ces paramètres; à la politique agricole de réorienter ses flux financiers dans cette direction.

Le Conseil fédéral serait bien inspiré de réunir à bref délai les représentants des consommateurs, des producteurs et des distributeurs pour donner corps à ce nouveau paradigme agro-alimentaire, plutôt que de nous resservir un Xe bricolage d'une politique agricole devenue illisible.

Economie: «les cahiers au feu»

Les gouvernements demandent aux banques centrales d'assumer des tâches qui ne sont pas les leurs

Jean-Pierre Ghelfi - 28 août 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35377>

Bien que la fin de l'été approche, nous pouvons encore entonner la petite chansonnette de notre enfance: «*Vive les vacances, plus de pénitences, les cahiers au feu, le maître au milieu!*» Ces vers continuent de résonner dans nos têtes, car les cahiers dont il est question, même si ce ne sont pas vraiment des cahiers, mais plutôt des livres, alimentent un feu qui n'est pas prêt de s'éteindre.

Ces livres, donc, ce sont ceux qui traitent d'économie. Toutes théories et doctrines confondues, ils ont pris un sacré coup de vieux ces derniers temps. Voyez plutôt:

- En dépit des milliers de

milliards d'unités monétaires injectées dans l'économie par les banques centrales, l'inflation reste atone.

- Les taux d'intérêt ne relèvent pas davantage la tête. Ils ne cessent de baisser au point que des banques se mettent à payer les personnes et les sociétés qui veulent bien leur emprunter de l'argent.
- Les banques ne rémunèrent plus l'épargne qui leur est confiée. Certaines d'entre elles se mettent même à prévoir des intérêts négatifs. Les épargnants vont devoir payer pour l'argent qu'ils y ont

déposé.

Le ciel sur la tête

Ces modifications des règles «*habituelles*» constituent plus qu'un changement de paradigme — comme on dit aujourd'hui. C'est un peu le ciel qui tombe sur la tête de tout ce que contiennent les livres d'économie. Au point qu'un économiste «*honnête*» devrait admettre qu'une chatte n'y reconnaît plus ses petits. Il devrait faire part de son incompréhension et de son incapacité à expliquer le pourquoi du comment.

Bien évidemment, il se présente toujours des experts prêts à s'embarquer sur de très